



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE,
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

égalité
diversité

Le ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire
et de la Souveraineté alimentaire **s'engage**

Chiffres clés 2024

Octobre 2025

Des effectifs majoritairement féminins

60,9 % de femmes

La répartition des effectifs par sexe se stabilise en 2024 à 60,9 % de femmes, selon la répartition suivante :

Répartition des agents par catégorie au 31 décembre 2024

Catégorie	A+	A	B	C	Total
Femmes	1 218	10 308	5 587	1 308	18 421
Hommes	1 055	7 644	2 829	319	11 847
Total	2 273	17 952	8 416	1 627	30 268
% de femmes	53,6%	57,4%	66,4%	80,4%	60,9%

À titre de comparaison, les femmes sont également majoritaires dans la fonction publique, où elles représentaient 63 % des effectifs fin 2022⁽¹⁾.

Évolution de la répartition des agents par sexe entre 2020 et 2024

Catégorie	2020	2021	2022	2023	2024
Femmes	18 047	17 874	17 925	17 778	18 421
Hommes	11 999	11 935	11 843	11 834	11 847
Total	30 046	29 809	29 768	29 612	30 268
% de femmes	60,1%	60,0%	60,2%	60,0%	60,9%

(1) https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapport-annuel/ra_2024.pdf

Âge moyen : 48,8 ans

La moyenne d'âge ministérielle (48,4 ans) a augmenté de 0,2 point par rapport à 2023 mais demeure globalement stable depuis 2020. Elle se situe dans la fourchette haute de la moyenne d'âge de la fonction publique d'État qui est, selon le rapport annuel de la DGAFP, de 44 ans (militaires exclus).

La tendance observée les années précédentes, à savoir une moyenne d'âge légèrement plus jeune pour les femmes que les hommes, se maintient. La moyenne d'âge des agents de catégorie C reste une exception dans laquelle les femmes sont en moyenne plus âgées que les hommes.

Moyenne d'âge au 31 décembre 2024

Catégorie	Titulaires	Non-titulaires	Total général
Femmes	50,0	44,5	48,2
Catégorie A+	48,9	50,3	49,0
Catégorie A	50,0	45,4	47,8
Catégorie B	49,6	41,4	48,1
Catégorie C	53,5	41,2	50,1
Hommes	50,9	44,7	48,8
Catégorie A+	51,0	53,5	51,0
Catégorie A	51,4	45,9	48,9
Catégorie B	50,0	38,3	48,1
Catégorie C	52,8	35,8	44,3
Total général	50,4	44,6	48,4

Âge moyen de départ à la retraite en 2024

La moyenne d'âge reste identique à l'année précédente (près de 63 ans).

À titre de comparaison, en 2023, pour l'ensemble de la fonction publique, l'âge moyen de départ à la retraite était de 62 ans pour les fonctionnaires civils, tous motifs confondus, c'est un mois de plus qu'en 2022.

Âge moyen de départ en retraite en 2024

Catégorie	♀	♂	Total
Cat. A	62,9	63,6	63,3
A+	62,6	63,9	63,5
A	63,0	63,3	63,2
Cat. B	62,8	62,8	62,8
Cat. C	63,0	61,9	62,7
Total	62,9	63,3	63,1

Rappel de l'âge moyen de départ en retraite de 2020 à 2024

Catégorie	♀	♂	Total	♀	♂	Total	♀	♂	Total	♀	♂	Total
Cat. A	63,1	64,0	63,6	63,0	63,6	63,4	62,9	63,9	63,5	62,6	63,5	63,1
A+	63,8	65,1	64,7	63,6	64,4	64,2	64,0	64,6	64,5	62,3	64,0	63,4
A	63,0	63,6	63,3	62,8	63,1	63,0	62,6	63,5	63,1	62,7	63,3	63,0
Cat. B	62,5	62,7	62,6	62,5	62,9	62,6	62,8	62,6	62,7	62,5	62,6	62,5
Cat. C	62,7	62,4	62,7	63,0	61,9	62,7	63,2	61,7	62,9	62,9	62,3	62,7
Total	62,8	63,5	63,1	62,8	63,3	63,0	62,9	63,4	63,2	62,6	63,2	62,9

Nominations et primo-nominations année 2024

	Nombre de nominations (renouvellements compris)			Nombre de primo nominations			Nombre d'agents en fonctions au 31 décembre (nominations et primo-nominations incluses)		
	♂	♀	Total	♂	♀	Total	♂	♀	Total
Type d'emploi n°1									
SG, directeurs généraux et directeurs d'administration centrale	1	1	2	1	1	2	3	3	6
Commissaires, hauts commissaires, commissaires, délégués généraux et délégués placés sous l'autorité du ministre	2	1	3	2	1	3	2	1	3
Ambassadeurs			0			0			0
Prefets en poste territorial			0			0			0
Directeurs des services actifs de la police nationale et chef du service de l'IGPN			0			0			0
Chefs du service de corps d'inspection et de contrôle			0			0	1		1
Recteurs d'académie			0			0			0
Emplois de direction du CGAER			0			0			0
Emplois de direction du CGEDD			0			0			0
Emplois de direction du CGIET			0			0			0
DG d'ARS			0			0			0
Total type 1	3	2	5	3	2	5	6	4	10
Type d'emploi n°2									
Chefs de service	3	2	5	2	1	3	10	4	14
Sous-directeurs	8	5	13	6	3	9	15	13	28
Directeurs de projet			0			0		1	1
Experts de haut niveau		1	1			0	1	3	4
Inspecteurs civils du ministère de la défense			0			0			0
Total type d'emploi n°2	11	8	19	8	4	12	26	21	47
Total type d'emploi 1 à 2	14	10	24	11	6	17	32	25	57

	Nombre de nominations (renouvellements compris)			Nombre de primo nominations			Nombre d'agents en fonctions au 31 décembre (nominations et primo-nominations incluses)		
	♂	♀	Total	♂	♀	Total	♂	♀	Total
Type d'emploi n°3									
Emplois de direction et de contrôle de la police nationale			0			0			0
Emplois d'inspecteur général et contrôleur général des services actifs de la police nationale			0			0			0
Total type 3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Type d'emploi n°4									
Emplois de direction de l'administration territoriale de l'État	16	7	23	8	4	12	36	15	51
Responsables d'unité territoriale en DIRECCTE			0			0			0
Total type d'emploi n°4	16	7	23	8	4	12	36	15	51
Type d'emploi n°5									
Postes territoriaux occupés par des sous-préfets			0			0			0
Total type d'emploi n°5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Type d'emploi n°6									
Chefs de mission du CGEFI	6	6	12	6	6	12	65	49	114
Total type d'emploi n°6	6	6	12	6	6	12	65	49	114
Type d'emploi n°7									
Emplois de direction des services du CBCM			0			0			0
Total type d'emploi n°7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Type d'emploi n°8									
Emplois de direction de la direction des douanes et droits indirects			0			0			0
Total type d'emploi n°8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Type d'emploi n°9									
Directeurs et directeurs adjoints des services académiques de l'Éducation nationale			0			0			0
Secrétaires généraux d'académie			0			0			0
Total type d'emploi n°9	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Nombre de nominations (renouvellements compris)			Nombre de primo nominations			Nombre d'agents en fonctions au 31 décembre (nominations et primo-nominations incluses)		
	♂	♀	Total	♂	♀	Total	♂	♀	Total
Type d'emploi n°10									
Délégués du directeur général des finances publiques, directeurs des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques et directeurs des services à compétence nationale rattachés à la direction générale des finances publiques			0			0			0
Total type 10	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total type d'emploi 3 à 10	22	13	35	14	10	24	101	64	165
Total secrétariat général	38	24	62	26	17	43	137	93	230
Répartition en %	61,3	38,7	100,0	60,5	39,5	100,0	59,6	40,4	100,0

Formation professionnelle

43,2 % des agents ont accès à la formation professionnelle en 2024 (vs 40,7 % en 2023), soit 13 061 agents formés (vs 12 053 en 2023 et 11 001 en 2022).

Nombre d'agents formés par catégorie et sexe⁽¹⁾

Catégorie A+			Catégorie A			Catégorie B		
♂	♀	Total	♂	♀	Total	♂	♀	Total
290	402	692	3 153	4 623	7 776	1 419	2 665	4 084

Catégorie C			Ouvriers d'État			Ensemble		
♂	♀	Total	♂	♀	Total	♂	♀	Total
64	445	509	0	0	0	4 926	8 135	13 061

(1) Un agent est compté une seule fois même s'il a suivi plusieurs formations.

Lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles

Dispositif de signalement externe : cellule Allodiscrim

156 signalements par la cellule en 2024 contre 82 en 2022 et 74 en 2022, dont 74 % émanent de femmes contre 61 % en 2023 et 57 % en 2022.

La moyenne mensuelle des signalements est 13 de contre 7 en 2023 et 6 en 2022.

Catégorie des signalants (victimes) par catégorie et par sexe

Typologie des signalants*	2021	2022	2023	2024	Total
Femmes	47	38	50	84	219
Hommes	21	29	32	61	143
Total	68	67	82	145	362

* Les témoins et experts ayant saisis le dispositif ne sont pas comptabilisés dans ce résultat.

Nombre de signalements par type de catégorie

Signalements par catégorie	2021		2022		2023		2024
	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀♂
Catégorie A+	2 %	0 %	11 %	4 %	2 %	0 %	69 %
Catégorie A	64 %	72 %	51 %	64 %	60 %	59 %	
Catégorie B	16 %	22 %	16 %	32 %	18 %	28 %	20 %
Catégorie C	16 %	6 %	19 %	0 %	10 %	0 %	10 %
Non communiqué	2 %	0 %	3 %	0 %	10 %	13 %	1 %

Motifs des signalements : critères évoqués par le signalant

Motivation des signalements*	2021	2022	2023	2024
Harcèlement moral	35	44	49	100
Discrimination	30	24	27	25
Inégalité de traitement	4	5	5	NC
Violences sexuelles et sexistes	4	7	7	6
Autres**	8	0	17	9
Total	81	80	105	140

* Un réclamant peut évoquer plusieurs critères lors de son signalement.
 ** Autres : saisine hors-champs, conseil/information, violences verbales, violences physiques, manquement à l'obligation de sécurité. Les saisines hors champs sont des signalements qui n'entrent pas dans le périmètre du dispositif de signalement et qui ne sont pas traités.

Nombre d’actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d’agissements sexistes recensés au cours de l’année par les dispositifs de signalement ventilé par type d’acte et discrimination :

Critères*	2021	2022	2023	2024
Activités syndicales	4	7	4	9
Grossesse	4	2	2	0
Handicap	11	1	2	17
Opinions politiques	2		1	0
Opinions philosophiques			1	0
Situation de famille	1		1	1
Âge	3	3		9
État de santé	12	7	8	1
Origine		2	1	1
Sexe		1	1	0
Orientation sexuelle		1	1	9
Appartenance/non-appartenance ethnie/nation/race			1	1
Aucun critère légal parmi les 26	1		1	7
Total	38	24	24	55

*Un réclamant peut évoquer plusieurs critères lors de son signalement.

Sanctions disciplinaires prises

Pour violences sexistes et sexuelles (VSS)

7 sanctions disciplinaires ont été prononcées à l’encontre d’agents, dont 2 pour violence sexiste, notamment sur conjoint, 2 avertissements pour agissement sexiste et 3 exclusions temporaire de fonctions pour geste déplacé. Deux des sanctions ont été prises à l’encontre de femmes et 1 à l’encontre d’un homme.

Pour harcèlement moral

Aucune sanction n’a été prise en 2024 pour harcèlement moral au ministère de l’Agriculture, de l’Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire, tout comme en 2023 et en 2022.

Temps partiel de droit

Répartition des effectifs sur emploi à temps partiel
au 31 décembre 2024

Taux de travail	Cat. A+		Cat. A		Cat. B		Cat. C		Total
	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	
40-50 %	14	2	265	133	105	37	32	8	596
60 %	2	2	58	29	35	7	8		141
70 %	5	2	79	23	24	8	7	1	149
80 %	66	13	648	186	689	106	130	4	1842
90 %	22	5	133	37	137	19	35	5	393
Total	109	24	1183	408	990	177	212	18	3121

Congés paternité ou d'accueil

Nombre d'agents ayant pris un congé paternité ou d'accueil

En 2024 : **203 hommes et 2 femmes**

En 2023 : 207 hommes

En 2022 : 159 hommes et 1 femme

En 2021 : 180 hommes et 4 femmes

Handicap

1 317 bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) dont 63,9% de femmes, contre 1 416 dont 61.88 % de femmes en 2023, 1 288 en 2022 et 1 344 en 2021. Taux de BOE : 5,17 % en 2024, contre 4,96 % en 2023, 4,45 % en 2022 et 4.54 % en 2021. Recrutements de BOE : 58 en 2024, contre 64 en 2023, 20 en 2022 et 43 en 2021.

Nombre de BOE au 31 décembre 2023 par catégorie d'emploi

	♀	♂	Total
Catégorie A	385	287	672
Catégorie B	439	243	682
Catégorie C	178	34	212
Total	1002	564	1566

Écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

4 054 € pour les femmes, 4 536 € pour les hommes, soit 481 € d'écart⁽²⁾ en 2024. Comme l'année précédente, l'écart de 481 € est lié principalement à la ségrégation des corps⁽³⁾ (299 €) et à la démographie au sein des corps.

En 2023 : 3 876 € pour les femmes et 4 343 € pour les hommes, soit 467 € d'écart.

En 2022 : 3 684 € pour les femmes et 4 140 € pour les hommes, soit 455 € d'écart.

En 2021 : 3 531 € pour les femmes et 3 990 € pour les hommes, soit 459 € d'écart⁽⁴⁾.

(1) Moyenne par équivalent temps plein

(2) Partie de l'écart liée à une différence de proportion femmes- hommes dans chaque corps en fonction du niveau de rémunération de ces corps. Si cet effet est négatif, les femmes sont sous-représentées dans les corps les mieux rémunérés et/ou surreprésentées dans les corps les moins rémunérés. La sur ou sous-représentation des femmes est calculée en fonction de la part des femmes au total au sein du ministère.

(3) Écart lié à des proportions différentes des femmes et des hommes dans les grades et échelons au sein de chaque corps.

Le score de l'index du ministère pour 2024 est de 84 points sur un maximum de 100, soit au-dessus des 75 points requis, attestant que le ministère s'est emparé du sujet de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Comme pour les deux précédents exercices, l'index 2024 sur les quatre premiers indicateurs reflète des écarts relativement réduits en termes de rémunération, et des écarts de promotion globalement inexistant, sur l'ensemble de la population des agents publics, femmes et hommes, directement rémunérés par le ministère.

La hausse de l'index en 2024 de 3 points (81 points en 2023) s'explique notamment par le gain de deux points de l'indicateur 5 relatif au nombre d'agents du sexe sous-représenté parmi les 10 plus hautes rémunérations, dont le score est passé de 2 à 4 points.

Comme pour l'indicateur 6 relatif à la part des femmes au sein des 10 % des plus hautes rémunérations du dispositif des nominations équilibrées, le résultat s'explique notamment par les modalités de calcul de l'indicateur. Sont pris en compte, en effet, les agents rémunérés sur l'ensemble de l'année et non les recrutements, dans un contexte où les mobilités ne sont pas maîtrisables.

Néanmoins, le ministère maintient toute son attention pour soutenir l'accès des femmes aux plus hautes responsabilités et poursuit son engagement à progresser en ce sens.

Promotion de grades

(toutes catégories – hors enseignement)

	♀	♂	Total 2024	Total 2023	Total 2022
Promus	599	451	1050	969	1044
Promouvables	5 658	4 494	10 152	11 252	11 737
Taux de promotion	10,6%	10,0%	10,3%	8,6%	9%

Promotion de corps

(toutes catégories – hors enseignement)

	♀	♂	Total 2024	Total 2023	Total 2022
Promus	94	43	137	143	199
Promouvables	5 909	2 413	8 322	11 950	14 988
Taux de promotion	1,6%	1,8%	1,6%	1,2%	1,3%

SUIVEZ-NOUS

agriculture.gouv.fr

